

<https://www.pressegauche.org/La-plus-grande-greve-des-loyers-en-un-siecle-a-commence-a-New-York-et-ailleurs>



La plus grande grève des loyers en un siècle a commencé à New York et ailleurs



- International - États-Unis -
Date de mise en ligne : mardi 5 mai 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Vous voulez un aperçu de l'état de la dissidence usaméricaine pendant la pandémie de coronavirus ? Faites un tour d'horizon de la couverture médiatique de la semaine dernière. La presse a accordé une attention disproportionnée à quelques centaines de réactionnaires blancs, dans un petit nombre d'États, qui se sont rassemblés contre les mesures de distanciation sociale - aiguillonnés, bien sûr, par les tweets du président Donald Trump. Pendant ce temps, certains des actes de résistance de masse les plus radicaux et les plus justes que ce pays ait connus depuis des décennies - d'une vague de grèves ouvrières à une explosion des réseaux d'entraide - ne reçoivent qu'une fraction de l'attention médiatique accordée aux manifestants marginaux de droite.

Tiré de [Tlaxcala.org](https://tlaxcala.org). Traduit par [À l'encontre.org](https://a-lencontre.org)

Si l'on se base uniquement sur la couverture médiatique générale, par exemple, vous ne sauriez probablement jamais que les organisateurs et les locataires de New York préparent la plus grande grève coordonnée des loyers depuis près d'un siècle, qui débutera le 1er mai.

Selon Cea Weaver, coordinatrice de la campagne de Housing Justice For All, une coalition de locataires et d'activistes du logement basée à New York, au moins 400 familles vivant dans des immeubles contenant chacun plus de 1500 logements coordonnent des grèves de loyers à l'échelle de l'immeuble. En outre, plus de 5000 personnes se sont engagées en ligne à refuser de payer un loyer en mai 2020.

Il sera impossible de suivre avec précision le nombre de grèves, mais le nombre d'engagements indique à lui seul un renouveau historique de cette tactique de résistance des locataires. On n'avait pas vu de grèves coordonnées de cette ampleur à New York depuis les années 1930, lorsque des milliers de locataires de Harlem et du Bronx ont lutté, avec succès contre les prix abusifs et la négligence des propriétaires, en refusant de payer le loyer en masse.

Le nombre de personnes qui s'engagent dans une grève des loyers peut sembler insignifiant comparé aux millions de personnes qui ne considèrent pas le non-paiement comme une grève, mais qui ne seront tout simplement pas en mesure de payer leur loyer le mois prochain. Dès la première semaine d'avril, un tiers des locataires du pays - environ 13,4 millions de personnes - n'avaient pas payé leur loyer ; depuis lors, 26 millions de travailleurs ont rejoint les rangs des chômeurs.

Pendant ce temps, les chèques personnalisés pour une relance de la consommation émis par le gouvernement, d'un montant de 1200 dollars, n'arrivent pas, sous le coup d'une désorganisation, ou en retard, et terriblement insuffisants. Le loyer mensuel moyen d'un appartement avec une chambre à coucher à New York, par exemple, était de 2 980 dollars l'année dernière. L'offre pitoyable du gouvernement fédéral est également, bien sûr, inaccessible à de nombreux immigrants. Comme on peut donc s'attendre à ce que le non-paiement du loyer de mai atteigne de toute façon une ampleur sans précédent, l'idée de plaider pour une grève des loyers pourrait à première vue sembler discutable.

Les organisateurs de la grève des loyers ont toutefois clairement fait valoir la pertinence de l'action. Le slogan de la campagne de grève des loyers est éloquent : « Vous ne pouvez pas payer ? Ne payez pas ! » Le fait de transcrire le non-paiement en une grève - un acte de résistance collective - constitue un puissant rejet de la sorte d'éthique capitaliste qui qualifie de vilénie morale l'incapacité d'un individu à payer un propriétaire.

La plus grande grève des loyers en un siècle a commencé à New York et ailleurs

« Nous n'avons pas besoin d'organiser une grève des loyers pour pouvoir dire que des millions de New-Yorkais ne paieront pas leur loyer le 1er mai », m'a dit Cea Weaver. L'appel à une grève des loyers pose donc une question cruciale aux locataires qui ne peuvent pas payer leur loyer, a déclaré Cea Weaver : « Voulez-vous faire cela tout seul ? Ou voulez-vous le faire en lien avec un mouvement de personnes qui sont également dans votre situation et qui réclament une solution politique profonde et transformatrice. Il est préférable que nous puissions le faire ensemble. »

Pour les organisateurs de locataires en première ligne de la crise du logement à New York, qui a précédé de loin la pandémie, la réponse est claire. « La grève des loyers est un appel à la dignité : nous méritons tous un logement, quelle que soit la couleur de notre peau, notre situation financière ou notre culture », a déclaré Donnette Letford, une immigrante sans papiers originaire de Jamaïque et membre du groupe New York Communities for Change.

Jusqu'à il y a un mois, Donnette Letford travaillait comme aide-soignante à domicile. Son employeur durant plus de 10 ans est décédé, après avoir succombé au Covid-19. Elle est maintenant sans emploi et en confinement, ayant pris soin de son employeur jusqu'à sa mort. « En toutes circonstances, une perte comme celle-là est difficile à supporter, mais pendant une pandémie, c'est dévastateur », a noté Donnette Letford, mère d'un enfant, dans un courriel, exhortant les autres à se joindre à la grève des loyers. « La crise du Covid-19 montre clairement ce que de nombreux locataires savent depuis longtemps : nous sommes tous, suite à un seul événement de la vie - la perte d'un emploi, une urgence médicale - à deux doigts de perdre notre logement. »

Les organisateurs demandent à ceux qui sont en mesure de payer le loyer de mai de refuser de le faire par solidarité avec ceux qui ne le peuvent pas. Cette initiative vise à faire pression sur les dirigeants de la ville et de l'État pour qu'ils réagissent de la seule manière appropriée à la crise exacerbée du logement : en annulant le loyer.

Avant que les défenseurs du droit au logement à New York ne lancent des appels à une grève massive des loyers, ils avaient demandé, avec un petit nombre d'élus, une suspension temporaire des loyers. Et alors que le gouverneur de l'Etat de New York, Andrew Cuomo, a introduit un moratoire crucial concernant les expulsions, sans pour autant annuler le loyer pendant ce temps, les arriérés de salaire s'accumulent et la menace de futures expulsions plane sur des millions de locataires qui ont perdu toutes leurs sources de revenus. La grève des loyers connaît une audience certaine en vue d'exiger une action vigoureuse de la part d'Albany, la capitale de l'État de New York.

« Nous continuons à appeler à #CancelRent et à récupérer nos logements - c'est la demande de la grève des loyers », a déclaré Cea Weaver. « Jusqu'à présent, nos appels à l'aide ont été ignorés à Albany. En fait, ils ont fait le contraire : nous ignorer. Le gouverneur Cuomo a imposé un budget d'austérité qui nuit aux locataires à faible revenu et aux sans-abri new-yorkais. Face à un chômage soutenu et à des expulsions sans comparaison, les autorités n'offrent presque rien. »

Au même titre que les grèves historiques des loyers du XXe siècle, qui ont conduit à certaines des premières lois sur le contrôle des loyers à New York, la grève à venir présente des revendications spécifiques. Selon une pétition de Housing Justice For All, les grévistes veulent une annulation des loyers dans tout l'État pendant quatre mois, « ou pendant la durée de la crise de santé publique - selon la période la plus longue » ; un gel des loyers et l'assurance que chaque locataire ait le droit de renouveler son bail au même montant ; et que le gouvernement « reloger de toute urgence et de façon permanente tous les New-Yorkais sans abri et investisse dans le logement public et social dans tout l'État ».

Comme l'a dit Cea Weaver, « d'une manière ou d'une autre, nous envisageons une forme d'intervention gouvernementale ». Elle a ajouté : « Mais nous devons veiller à ce que l'intervention du gouvernement se fasse à nos conditions. Nous sommes en train de faire monter la pression jusqu'au non-paiement collectif des loyers afin de provoquer une crise. »

La plus grande grève des loyers en un siècle a commencé à New York et ailleurs

Les inquiétudes suscitées par les appels au non-paiement des loyers et aux grèves sont aussi prévisibles qu'infondées. La plus courante est l'affirmation selon laquelle les petits propriétaires, qui survivent et paient leurs hypothèques en percevant un loyer, seraient ruinés. Pourtant, le gouvernement est tout à fait en mesure d'apporter une aide et un soutien aux propriétaires dans ces situations : le paiement des hypothèques devrait également être annulé.

Certains des meilleurs députés du pays tentent de faire passer des projets de loi qui combinent l'annulation des loyers et des hypothèques au niveau national. Mercredi, la députée Ilhan Omar (démocrate du Minnesota) a présenté un projet de loi sur l'annulation des loyers et des hypothèques. Il prévoit la remise des loyers et des hypothèques tout en offrant une aide aux propriétaires en cas de perte de revenu.

L'adoption d'une telle loi à Washington est peut-être une tâche de Sisyphe, mais elle est plus réalisable au niveau des États. Le problème réside dans la volonté politique. Si Andrew Cuomo, par exemple, était vraiment le « bon père de la crise » - comme il est présenté jusqu'à l'écoeurement - il pourrait faire de cette volonté une réalité rapide à New York. En attendant, il va sans dire que les grandes sociétés immobilières et les puissants propriétaires peuvent supporter quelques mois de loyer annulé et ne méritent rien de moins, après des années d'exploitation et d'accumulation de capital « extractif » aux dépens des locataires.

Avant la pandémie - et grâce au travail inlassable des syndicats de locataires, des militants et de quelques démocrates progressistes élus à New York en 2018 - un certain nombre de réformes législatives favorables aux locataires ont été adoptées l'année dernière. Ces lois, bien que bienvenues, n'étaient qu'un petit pas dans la bonne direction pour défaire des décennies de complicité incontestée entre les politiciens de New York et le puissant lobby immobilier. Pour les organisateurs de grèves des loyers, l'idéal n'est en aucun cas un retour au statu quo d'avant la crise. Comme l'a dit Cea Weaver, « nous exigeons de ne pas revenir au monde dans lequel nous vivions avant la crise - un monde avec 92 000 New-Yorkais sans abri et des millions de personnes vivant à au bord d'une expulsion avant le versement de leur salaire ».

Phara Souffrant Forrest, infirmière et militante des droits des locataires, qui fait actuellement campagne pour devenir membre de l'Assemblée législative de l'État de New York, a demandé aux électeurs de son district de Crown Heights à Brooklyn de signer une pétition pour l'annulation du loyer. « Nous avons reçu un énorme soutien pour cette pétition, mais c'était comme si nous nous parlions à nous-mêmes, nous n'obtenons aucune réponse », m'a-t-elle dit, décrivant le manque d'action des élus en place. Elle a fait remarquer que 44% de son district était déjà « écrasé par les loyers » avant la pandémie, ce qui signifie que plus d'un tiers de leurs salaires étaient consacrés aux loyers et aux services publics. Sur les 43 millions de locataires que compte le pays, quatre sur dix sont dans la même situation.

Phara Souffrant Forrest, avec les grévistes des loyers, organise l'action avec l'objectif explicite de renverser les structures de pouvoir déterminant la situation du logement, maintenant et bien après que la crise du coronavirus soit passée. « Nous devons soutenir les candidats qui croient que le logement est un droit humain », a-t-elle déclaré. Sachant que ces politiciens sont trop peu nombreux, l'infirmière et organisatrice a réuni ses voisins pour leur parler de la grève des loyers.

« Le logement est un droit humain » a longtemps été le cri des organisateurs de locataires et des combattants de la justice sociale. Mais que signifierait un système dans lequel le logement serait en fait traité comme un droit humain universel ? Pour commencer, vous n'auriez pas à payer pour avoir accès à ces droits. Une grève des loyers n'est pas une demande de reconnaissance du droit au logement, c'est plutôt une revendication immédiate et incarnée de ce droit. La grève revendique, oui, mais elle est aussi une fin en soi.